

Suite à la conférence de presse tenue par Monsieur Marc Duvivier (Bourgmestre), Madame Carine Delfanne (Echevine du personnel qui a passé plus de temps à conférence qu'à la réunion de travail qui se tenait juste après tout en parvenant à y arriver en retard et à la quitter plus tôt) et Monsieur Patrick Bougenies (Echevin des travaux qui s'autoproclame fervent défenseurs des ouvrier alors qu'on ne l'a jamais vu ni entendu lors du plan de licenciements de 2013), nous sommes à nouveau contraints de prendre la plume pour réitérer nos plus sérieuses craintes face à une situation financière que beaucoup estiment bien moins optimiste que la chansonnette « tout va très bien Madame la Marquise » poussée à l'unisson par les trois membres du Collège communal ce lundi 19 mars... En effet, à grands renforts de « chiffres validés par le directeur des finances et le directeur général », le Bourgmestre a présenté à la presse une situation financière idyllique de la Ville d'Ath, qu'il semble le seul à entrevoir avec Madame Delfanne et Monsieur Bougenies.

Pour rappel, depuis 2013, le CRAC a remis des avis « largement défavorables » sur tous les budgets de la Ville. Depuis 2010, le Directeur Financier dans ces différents rapports d'analyse du budget réclame une actualisation du plan de gestion permettant de combattre le déficit structurel de la Ville et annonce une banqueroute pour 2021. Le Ministre de Tutelle, Monsieur Pierre-Yves Dermagne (PS) a, en 2017, rejeté le budget initial extraordinaire de la Ville. La Ministre de

Tutelle Madame Valérie De Bue (MR) a, toujours en 2017 rejeté la 2ème modification budgétaire extraordinaire de la Ville. Dans la foulée, elle a rejeté début 2018, les budgets ordinaires et extraordinaires de la Ville, assénant dans son arrêté de non-approbation : (...) je ne peux que regretter que le dérapage qui s'annonçait déjà dans vos prévisions budgétaires de ces dernières années se concrétise en 2018. Conformément aux avis répétés du CRAC, de la DGO des Pouvoirs Locaux, et alors que tous les indicateurs étaient préoccupants, je m'interroge sur votre manque de diligence. (...) en dates du 21/09/2017 et du 06/12/2017, j'attirais déjà votre attention via courriers, sur l'équilibre budgétaire de votre trajectoire qui restait compromis à l'exercice propre dès 2018 et vous invitais également à actualiser au plus vite votre plan de gestion. Votre manque de réactivité avait déjà mené à l'époque, à la non-approbation du service extraordinaire de votre 3ème modification budgétaire 2017. Ces constats sont pour le moins sans ambiguïté et très éloignés de l'autosatisfaction affichée par Monsieur le Bourgmestre et ces deux Echevins ce lundi soir. A les entendre, le Directeur Financier, les experts du CRAC, de la Tutelle, du Cabinet de la Ministre de Tutelle et du syndicat (qui soit dit en passant partagent totalement leur analyse financière) ont tort.

Et qu'en pensent les membres du Collège communal qui n'ont pas souhaité assister à la conférence de presse (mais étaient pourtant présents 15 minutes après à l'hôtel de Ville en présence des autres membres du Conseil communal) ? Certaines absences en disent parfois long...

Le budget 2018 sera sans doute équilibré... nous ne le contestons pas. Mais à quel prix ! La Ville remet son budget en équilibre principalement en vidant les caisses de ses entités consolidées (CPAS pour 400.000 € et Zone de Police pour 900.000 €) pour assurer sa survie en 2018. La gestion parcimonieuse de la Zone de Police qui a tant été vantée par le Monsieur le Bourgmestre sert donc à compenser le train de vie trop dispendieux de la Ville...

Nous ne contestons pas non plus les chiffres de trésorerie annoncés, à tous le moins les 7.000.000 € mis en évidence par le Directeur Financier lors de notre commission plénière de lundi soir (nous nous demandons par contre toujours comment ces 7.000.000 € se sont transformés en 12.000.000 € sous la plume du journaliste de la Dernière Heure...). Ces 7.000.000 € représentent une somme pharaonique pour l'ouvrier communal qui depuis 2013, doit payer ses factures sans prime de fin d'année. Mais à l'échelle d'une Ville qui en 2019 devra puiser dans ses réserves 3.300.000 € et 3.700.000 € en 2020 (données dans tableau de bord accompagnant le budget 2018 et dès lors certifiées par le Directeur Financier), ces 7.000.000 € sont

un « petit » bas de laine qui sera complètement épuisé en 2020 !

La cotisation de responsabilisation mère de tous les problèmes de la Ville ? Rappelons néanmoins que si la cotisation de responsabilisation de la Ville et du CPAS c'est avant tout parce que le choix de ne plus nommer a été posé (et ce bien avant cette mandature). Il va sans dire que dans la « culture d'entreprise Ville d'Ath » devoir gérer des agents nommés qui par définition savent ainsi jouer leur rôle de contre-pouvoir du politique (garant de la stabilité de l'administration) n'a jamais été une priorité. Nous notons que ceux qui à ce jour continuent de nous soutenir (mais sans nous prouver) que nommer n'est pas une solution, bénéficient ou ont bénéficié jusqu'en 2012 de la protection du statut dans le cadre de leur activité professionnelle...

Nous attirons également l'attention sur le fait qu'en 2020, le déficit de la Ville sera de 3.700.000 € alors que la cotisation de responsabilisation ne sera que de 3.200.000 €... Dire que cette cotisation est la cause de tous les problèmes de la Ville n'est qu'un mensonge de plus. Et même si c'était le cas, Collège communal a hérité en 2013 d'une situation connue de tous dont la cotisation de responsabilisation est un des paramètres les plus prévisibles, son rôle était de gérer cette situation, d'y apporter une solution et non de la ranger

dans un tiroir en 2013 pour la ressortir en 2018 sous la pression de la Ministre de tutelle.

Encore ce lundi, à grand renfort de présentations et de graphiques, on a voulu nous montrer que la mandature actuelle n'a pas détérioré la situation. Le personnel serait stable par rapport à 2013... Nous disons « serait » car de notre côté nous constatons surtout que depuis 2014, il a cru de 26 agents (ou 18 équivalents temps plein - données ONSS accompagnant le budget 2018 et dès lors certifiées par le Directeur Financier). Là encore, on constate des interprétations des chiffres totalement différentes selon les nécessités de certains, mais prenons un peu de hauteur, en 2013, la situation financière de la Ville et la nécessité de prendre des mesures structurelles n'étaient un secret pour personne (et encore moins pour Monsieur Marc Duvivier, Madame Carine Delfanne et Monsieur Patrick Bougenies qui tous les trois étaient déjà membres du Collège communal avant 2013), il était indispensable de ralentir le « convoi Ville d'Ath » au cours de cette mandature...

En décidant de maintenir la vitesse de croisière, malgré les avertissements du CRAC, du Directeur Financier ou des Ministres de Tutelle qui se sont succédés depuis 2013, le Collège communal a mis gravement en péril la santé financière

de la Ville et de ses entités consolidées que sont le CPAS et la Zone de Police.

Il est maintenant facile de crier sur tous les toits, à 7 mois des élections, qu'il n'y aura aucun licenciement, qu'il n'y aura aucune hausse des taxes, qu'il n'y aura aucune baisse des services à la population... que tout au plus « il faut vraiment faire des efforts dans les frais de fonctionnement de la commune » DH de ce lundi 19/03/2018.

Il est d'autant plus facile d'annoncer lors d'une conférence de presse qu'aucun emploi ne sera menacé... quand son propre emploi principal n'est pas menacé... On parie mais avec l'emploi des travailleurs...

Nous ne sommes pas inutilement alarmistes, ni populistes, ni démagogiques, nous sommes seulement réalistes et notre démarche n'a d'autre but que de tirer la sonnette d'alarme pour ne plus revivre le bain de sang social de 2013 (qui avait aussi été précédé d'annonces rejetant toute forme de licenciement). La véritable démagogie ne réside-t-elle pas dans la volonté de certains membres du Collège communal de nous faire croire que la situation financière de la Ville sera redressée uniquement en agissant sur les frais de fonctionnement et en activant une aide de la Région Wallonne pour la cotisation de responsabilisation qui ne fera que reporter le problème sur la prochaine génération ?

On nous a promis pour la semaine prochaine des données financières actualisées du Directeur Financier. L'optimisme affiché par Monsieur Marc Duvivier, Madame Carine Delfanne et Monsieur Patrick Bougenies tend à nous faire penser que redresser la situation financière de la Ville durablement sera aussi simple que d'équilibrer le budget 2018...

Nous espérons de tout cœur qu'il en ira ainsi, pour l'avenir des travailleurs de la Ville et de ses entités consolidées.

Mais si tel n'était pas le cas, certains qui actuellement estiment être les têtes de turcs des organisations syndicales devraient faire face à un vrai conflit social...

Pour le front commun syndical

Pascal DOULIEZ et Eric DEHON.